

### Section 5.—Prévisions des dépenses d'immobilisations et d'entretien dans l'entreprise canadienne\*

Un des facteurs les plus importants du niveau de l'activité commerciale est le volume des placements privés. Ce dernier, à son tour, est établi en grande partie par les estimations des hommes d'affaires en ce qui concerne les perspectives courantes et futures dans leur domaine respectif, soit les possibilités d'exportation, le niveau de la consommation domestique, et les frais, les prix, les taxes, etc. qui influent sur les bénéfices. Les projets de placements reflètent donc le jugement des hommes d'affaires sur les perspectives qu'offrent l'avenir.

Le ministère de la Reconstruction et des Approvisionnementnements a été l'initiateur, durant les années de conversion, d'un programme en vue d'obtenir des prévisions annuelles des dépenses en immobilisations, réparations et entretien des entreprises commerciales. Ces prévisions sont fondées sur des relevés des projets de placements, effectués avec l'aide du Bureau fédéral de la Statistique. Les prévisions de 1947, résumées ci-dessous, embrassent en partie les rapports de 12,000 établissements de l'industrie manufacturière, de l'abatage du bois, des services publics (y compris les transports), de la construction, du commerce bancaire et de groupes considérables d'établissements de commerce de détail et de gros et de services. Le reste des prévisions est fondé sur une estimation des dépenses des établissements de commerce de détail et de gros et de services, non compris dans le relevé, ainsi que de l'industrie agricole et de la construction d'institutions et de maisons. Comme l'entretien et la réparation n'augmentent ni ne remplacent les biens-capitaux, ils ne sont étudiés plus longuement qu'au dernier paragraphe.

**Dépenses en immobilisations ces dernières années.**—Dans le passé, les placements en marchandises durables ont augmenté fortement au cours des années de prospérité. Au Canada, les placements en actif durable physique (à l'exception des dépenses directes du gouvernement) augmentent brusquement durant le boom des dernières années 1920 et s'établissent à 1,100 millions de dollars en 1929. En 1933, les dépenses de cette catégorie déclinent à 218 millions de dollars, pour ensuite remonter jusqu'à 632 millions en 1937 et enfin décliner modérément les deux années suivantes. En 1939, les placements non gouvernementaux en actif durable physique représentent 9 p. 100 de la production nationale brute de 5,495 millions de dollars atteinte durant l'année.

Après 1939, la production et le revenu national grandissent rapidement en raison de la guerre, ce qui détermine une augmentation des placements en biens capitaux, non seulement dans les industries de munitions et autres industries connexes, mais aussi en d'autres domaines où l'augmentation du revenu national occasionnée par la guerre porte la production à un niveau sensiblement plus élevé qu'auparavant. Cependant, les exigences considérables de guerre en matières primaires restreignent la production de marchandises durables au minimum requis pour la conduite heureuse de la guerre. Par conséquent, les besoins en marchandises durables s'accroissent parmi les industries moins importantes pour la guerre.

En dépit de cette remise à plus tard de la formation de biens-capitaux, les exigences de la production de guerre à elles seules nécessitent un programme considérable de placements, particulièrement au cours des premières années. Les placements en actif durable physique effectués par le secteur non gouvernemental de l'économie s'établissent à 842 millions de dollars en 1941 et ne déclinent que modérément les trois années suivantes.

\* Résumé du rapport *Placements dans l'industrie canadienne, prévisions de 1947*, publié par le ministère de la Reconstruction et des Approvisionnementnements.